DOSSIER n° RG : **CABINET :**
MAJEUR/E/PROTEGE/E :

REQUETE EN VUE D'UNE DONATION
TUTELLE
(Articles 476 du Code civil)

Nom(s) du/des tuteur(s), auteur(s) de la requête : .....
Téléphone : …….....
Mail : …….....
Adresse : .....
.....
Je sollicite l'autorisation d'effectuer au nom de la personne protégée une donation :
De la somme de .....euros au profit de (indiquer le lien existant avec la personne protégée) : .....
De la somme de .....euros au profit de (indiquer le lien existant avec la personne protégée) : .....
De la somme de .....euros au profit de (indiquer le lien existant avec la personne protégée) : .....
De la somme de .....euros au profit de (indiquer le lien existant avec la personne protégée) : .....
De la somme de .....euros au profit de (indiquer le lien existant avec la personne protégée) : .....

MOTIFS de la demande (à remplir OBLIGATOIREMENT):
.....
.....
.....
.....
.....

Pièces à joindre : (impérativement)
- Budget récapitulant charges et revenus mensuels de la personne protégée + justificatifs du montant des avoirs mobiliers (épargne, assurance vie...) démontrant que sa situation lui permet d'envisager cette donation sans difficulté pour l'avenir,
- projet d'acte notarié ;
- justificatifs des donations antérieures consenties,
- l'accord écrit de la personne protégée (à défaut, un certificat médical indiquant que son état de santé ne lui permet pas de donner un avis éclairé) ;

Fait à : le : **Signature(s) tuteur(s) :**

Cadre réservé au tribunal
□ Dossier complet.
□ Dossier incomplet. Merci de remplir une nouvelle requête et de joindre toutes les pièces nécessaires :

Minute n° *(à remplir par le greffe)* **:**

ORDONNANCE

Nous, ……..Juge des contentieux de la Protection .statuant en qualité de Juge des Tutelles au Tribunal de Proximité d'Arcachon/Pôle Protection et Proximité du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, assisté(e) de .....greffier(e),

Vu l'article 476 du civil, les termes de la requête et les pièces produites,

□ **Autorisons** l'opération dans les termes exactes de la requête ci-dessus, qui apparaît conforme aux Intérêts de la personne protégée

□ **N'autorisons pas** l'opération pour les motifs suivants :

Disons qu'il nous sera rendu compte de l'exécution de la présente ordonnance dans les trois mois suivant sa notification ou dans le prochain compte de gestion ; que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit et qu'elle sera notifiée à

A.....le .....

Le greffier Le juge des tutelles